



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Travaux de remplacement du Système de Sécurité
Incendie de l'OVSQ (Université de Versailles Saint-
Quentin-en-Yvelines)**

(11, Bld d'Alembert – 78280 Guyancourt)

**Lot Unique (Electricité – Alarme incendie – Désenfumage –
Signalétique et signalisation)**

Date et heure limites de réception des offres :

Mardi 23 juillet 2024 à 12h00

**Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines
Direction des Achats et Marchés
55 Avenue de Paris
78035 VERSAILLES**

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet	3
1.2 - Mode de passation.....	3
1.3 - Type et forme de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation.....	3
1.5 - Nomenclature.....	3
2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Forme juridique du groupement	4
2.3 - Variantes.....	4
2.4 - Confidentialité et mesures de sécurité	4
3 - Les intervenants	4
3.1 - Conduite d'opération	4
3.2 - Maîtrise d'œuvre	4
3.3 - Contrôle technique.....	4
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	4
4 - Conditions relatives au contrat.....	5
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	5
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	5
5 - Contenu du dossier de consultation	5
6 - Présentation des candidatures et des offres	6
6.1 - Documents à produire	6
6.2 - Visites sur site.....	8
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	8
8 - Examen des candidatures et des offres	9
8.1 - Sélection des candidatures	9
8.2 - Attribution des marchés	9
8.3 - Suite à donner à la consultation	11
9 - Renseignements complémentaires	12
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	12
9.2 - Procédures de recours.....	12

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Travaux de remplacement du Système de Sécurité Incendie de l'OVSQ (Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines)

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et son annexe (Cahier des charges fonctionnel du SSI) représente le dossier technique permettant de mener à bien les travaux nécessaires à l'amélioration du niveau de sécurité de l'établissement.

Lieu(x) d'exécution :

OVSQ (Observatoire de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines)
11, Boulevard d'Alembert
78280 Guyancourt

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 1 lot unique :

Lot(s)	Désignation
Unique	Electricité – Alarme incendie – Désenfumage – Signalétique et Signalisation

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description	Code suppl. 1	Code suppl. 2	Code suppl. 3
45343210-8	Travaux d'installation de dispositifs d'extinction d'incendie au CO2			

1.6 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Conformément à l'article R.2142-21 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité :

- de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- de membres de plusieurs groupements

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

3 - Les intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

INGENIERIE PREVENTION SECURITE

BÂTIMENT C

21, Rue de la vallée des Vospeaux

ZI St Blaise

37600 LOCHES

3.3 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

QUALICONSULT

Boulevard des Chênes – Parc Ariane

Immeuble Mars

78280 GUYANCOURT

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera assurée par :

BM COORDINATION

91 Rue des prairies
78230 LE PECQ

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe (Cahier des charges fonctionnel du SSI) ;
- Les plans (plans de zoning, implantation SSI et plan masse) ;
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) ;
- Le planning prévisionnel d'exécution des travaux ;
- Diagnostics Amiante et Plomb avant travaux ;
- Le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT) ;
- Le Plan Général simplifié de Coordination (PGC).

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Les candidats peuvent demander la transmission du DCE ainsi que d'éventuels documents complémentaires sur un support physique électronique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 4 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Oui
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Oui

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat
Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés
<p><u>Certification APSAD I7 de l'entreprise</u> délivrée par le CNPP (Centre National de Prévention et Protection) accompagnée de sa police d'assurance couvrant cette responsabilité, et attestation de l'entreprise indiquant qu'elle assurera l'assurance technique lors des travaux et qu'elle fournira le registre de l'installation pour la constitution du dossier d'identité</p> <p>ET <u>QUALIFELEC courants faibles indice CF2 ou CF3</u> ou équivalent : entreprise qui étudie et réalise par ses propres moyens des installations de courants faibles à partir d'un cahier des charges fourni par un tiers, elle emploie au moins deux techniciens qui justifient de formations adaptées pour la spécialité concernée ;</p> <p>avec spécialité <u>domaine sûreté-sécurité (ST)</u> ou équivalent : entreprise qui conçoit, étudie et réalise par ses propres moyens des installations dans le domaine d'activité Sûreté/Sécurité tels que incendie (détection et alarme) ;</p> <p>SOIT Qualification professionnelle de l'année de la consultation : <u>QUALIFELEC installations électriques indice E2 ou E3</u> ou équivalent : entreprise qui justifie qu'elle étudie et réalise des travaux d'installation d'équipement électrique dans les établissements de toutes catégories recevant du publics, notamment réalisation d'équipements électriques haute et basse tension et de système de très basse tension tels que alarmes ;</p> <p>avec <u>mention automatisme (AUT)</u> ou équivalent : entreprise qui conçoit et assure l'étude, la programmation et la réalisation de systèmes utilisant des automates programmables.</p>

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr soit le document unique de marché européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes	Oui
Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)	Oui
Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe (cahier des charges fonctionnel du SSI)	Oui
La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF)	Oui
Le cadre de réponse technique justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Oui
Un certificat de visite des locaux	Oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Les entreprises ont obligation de se rendre sur le site avant de soumissionner, ceci afin d'évaluer de façon précise les prestations à réaliser et le contexte de l'opération.

Pour effectuer la visite du site, les candidats formulent leur demande de rendez-vous par mail à l'adresse : visitestravaux@uvsq.fr

L'attestation de visite du site visée par un représentant de l'administration est à joindre à l'offre.

Après la visite du site, les candidats pourront poser des questions sur le dossier de consultation via la plateforme de dématérialisation : <https://www.marches-publics.gouv.fr> (Recherche par le numéro M2024-13).

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines
Direction des Achats et Marchés
55 Avenue de Paris
78035 VERSAILLES

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Avertissement :

Il est rappelé aux candidats que l'Université ne peut être tenue pour responsable :

- En cas de mauvaise utilisation par l'utilisateur du service ou en cas d'indisponibilité temporaire du service en raison notamment de période de maintenance, d'incidents techniques ou de cas de force majeure ;
- Des dommages, directs ou indirects, matériels ou immatériels résultant notamment de la consultation et/ou de l'utilisation de ce site web (ou d'autres sites qui lui sont liés) et des éventuelles applications en téléchargement qui auraient pu être recueillies et notamment de tout préjudice financier ou commercial, de pertes de programmes ou de données dans le système d'information de l'utilisateur.

Il est recommandé aux candidats de tester la plateforme de dématérialisation quelques jours avant la remise des plis. Cela permettra aux candidats de vérifier que leur poste informatique réunit tous les prérequis nécessaires au dépôt électronique de l'offre.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 8 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inappropriée ou inacceptable sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont, par ordre d'importance relative décroissante :

Critères	Pondération
1-Valeur technique	60.0 %
2-Prix des prestations	40.0 %

1-Valeur technique (60%)
<i>Sous-critère 1 : Méthodologie d'exécution des travaux et compréhension des enjeux</i>
<i>1.1 - Le candidat présentera la méthodologie d'exécution des travaux envisagée ainsi que le planning détaillé (étude et travaux). Il précisera également les dispositions envisagées pour limiter les nuisances compte tenu de la réalisation des travaux en site occupé (activités d'enseignement et de recherche).</i>
<i>1.2 - Le candidat présentera la fonctionnalité de l'architecture des installations SSI appliquées au projet au vu du synoptique.</i>
<i>1.3 - Qualité du matériel et équipements SSI prévus posés au vu des fiches techniques du matériel et équipements SSI prévus posés fournies.</i>
<i>Sous-critère 2 : Composition de l'équipe proposée pour la réalisation des prestations</i>
<i>2.1 - Le candidat présentera l'équipe dédiée à l'opération Le candidat fournira pour l'équipe dédiée les CV nominatifs des personnels d'encadrement et des personnels d'exécution en précisant notamment leurs qualifications et références de chantiers similaires.</i>
2-Prix des prestations (40%)

Critère valeur technique de l'offre (60%) : L'offre est appréciée à partir des informations fournies dans le cadre de réponse technique conformément aux sous-critères suivants :

Sous-critère 1 (noté sur 80) : *Méthodologie d'exécution des travaux et compréhension des enjeux*

- 1.1 (note sur 30): *Le candidat présentera la méthodologie d'exécution des travaux envisagée ainsi que le planning détaillé (étude et travaux). Il précisera également les dispositions envisagées pour limiter les nuisances compte tenu de la réalisation des travaux en site occupé (activité d'enseignement et de recherche).*
- 1.2 (note sur 30): *Le candidat présentera la fonctionnalité de l'architecture des installations SSI appliquées au projet au vu du synoptique*
- 1.3 (note sur 20): *Qualité du matériel et équipements SSI prévus posés au vu des fiches techniques du matériel et équipements SSI fournies.*

Sous-critère 2 (note sur 20) : *Composition de l'équipe proposée pour la réalisation des prestations*

- 2.1 (note sur 20): *Le candidat présentera l'équipe dédiée à l'opération*

Le candidat fournira pour l'équipe dédiée les CV nominatifs des personnels d'encadrement et des personnels d'exécution en précisant notamment leurs qualifications et références de chantier similaires.

Pour le critère « VALEUR TECHNIQUE DE L'OFFRE », **une note inférieure à 20/60 est éliminatoire.**

Les offres recueillant une telle note seront écartées d'office sans analyse du critère prix.

Critère prix des travaux (40%) : L'offre est appréciée à partir des informations fournies dans la DPGF.

La note maximale (40 points), pour le critère « prix des travaux » de l'ensemble de l'offre, sera attribuée à la meilleure offre c'est-à-dire à l'offre de prix la plus basse parmi les offres non éliminées sur le critère « Valeur technique de l'offre ».

Les autres offres seront notées proportionnellement à cette meilleure note selon la formule suivante :

$$N_x = \frac{P_{\min} \times 40}{P_x}$$

Où :

N_x est la note obtenue par l'offre X

P_{min} est le Prix HT de l'offre la plus basse

P_x est le Prix HT de l'offre X

XX = 40 points

(*) Sous réserve que l'offre ne soit pas anormalement basse.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Les candidats devront apporter une attention particulière à la clarté, la présentation, la lisibilité et la compacité de leur offre transmise sous forme dématérialisée.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des négociations avec 1 ou plusieurs candidats. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

La négociation peut porter, au choix, sur tous les éléments de l'offre ou sur certains de ces éléments (prix, délais d'exécution, qualité, quantité, garanties...).

La négociation se déroulera par écrit et par échange de courriels

Les informations échangées restent confidentielles. L'Université précisera en cours de procédure les délais de remise des nouvelles offres.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Contacts administratifs et techniques : Direction des Achats et des Marchés (DAM)

Courriel : marches@admin.uvsq.fr

Cette demande doit intervenir au plus tard **6** jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **4** jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Versailles

56, avenue de Saint Cloud

78000 VERSAILLES

Courriel : ccira@paris-idf.gouv.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- ✓ Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- ✓ Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- ✓ Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme. Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat.
- ✓ Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interdépartemental de règlement amiables des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Versailles

5 rue Leblanc

75911 PARIS CEDEX 15

Courriel : ccira@paris-idf.gouv.fr